

51^e CONGRÈS de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

les 6, 7 et 8 MAI 1995 à ROUEN

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

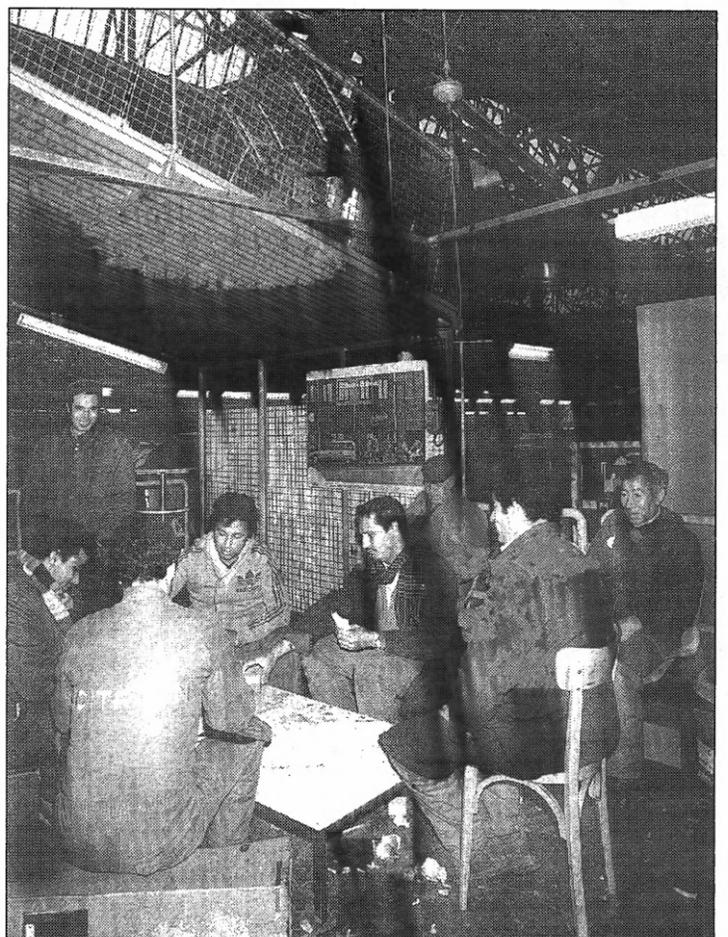
4 AU 10 MAI 1995

N° 998

10,00 F

PRÉSIDENTIELLE 95

LES LUTTES SOCIALES DONNENT DE LA VOIX !



Un atelier Citroën en grève. Photo AFP.

Si les anarchistes ne présentent aucun « candidat » aux différents niveaux de représentation du système de démocratie libérale, c'est que pour nous ce ne sont pas des lieux où peuvent s'élaborer ou s'exprimer réellement les rapports de force entre prolétariat et bourgeoisie.

Néanmoins, nous sommes toujours attentifs à ces grand-messes démocratiques parce qu'elles nous donnent à un moment précis une idée de l'influence et des projets dont sont porteurs les autres forces sociales et politiques.

A L'ÉVIDENCE, le premier bilan à faire est qu'aujourd'hui plus aucun parti politique ne peut se prévaloir d'exercer une influence déterminante sur les électeurs. En conséquence, le prochain président aura du mal à être le garant de la cohésion de la société française, alors que c'est sa fonction première. Par la force des choses, les luttes de pouvoir vont être rudes et « meurtrières » pour arriver à des combinaisons de gouvernements fragiles et éphémères. L'instabilité

politique et sociale risque fort de se développer.

Il faut remarquer aussi la montée régulière, à chaque élection, du nombre des non inscrits (plus de 3 millions, soit 8% de l'électorat, alors qu'il n'y en avait que 2,5% en 1974), ainsi que celui des abstentions (plus de 8 millions, soit 21% de l'électorat, alors qu'en 1988 il y en avait 19%), soit un total de 11 millions de non participants (28% de l'électorat).

Cette désaffection déstabilise de fait la légitimité démocratique, mais doit aussi inquiéter les anarchistes dans le sens où cela traduit un désintérêt du politique, un repli sur soi, qui en général frappe plus les couches populaires que les classes riches.

AMIES LECTRICES, AMIS LECTEURS

Le point sur la souscription

« 400 000 F pour un local ML/un studio RL »

Vous êtes nombreux/nombreuses à avoir répondu à nos appels pour cette souscription : environ 130 000 F sont déposés sur un compte bloqué pour ce projet et 20 personnes ont accepté un prélèvement automatique de 100 F par mois, sur cinq ans (ce qui représente 114 000 F, frais bancaires déduits). Merci à toutes et à tous.

Pour des raisons administratives et fiscales, le projet entrevu en janvier à Paris ne se réalisera pas, mais nous sommes toujours à la recherche d'une surface de 100 m² environ, nous permettant de nous installer de façon satisfaisante. En ce moment, la rédaction du *Monde libertaire* est hébergée par des amis pour un loyer modique, ce qui permet quelques économies (environ 2 000 F par mois, depuis février).

Radio Libertaire a réservé une part importante de la subvention du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER) pour ses futurs locaux (plus de 200 000 F).

Le budget total prévu est de un million de francs. Nous faisons à nouveau appel à vous, pour compléter ce budget :

— souscrivez selon vos moyens ;
— diffusez cet appel autour de vous : amis, connaissances, collègues, syndicats, associations...

— organisez des initiatives (par exemple, l'émission « Folk à lier », grâce à un bal folk, a fait un don de 7 580 F).

D'avance merci à toutes et à tous.

Jean-Jacques pour le *Monde libertaire*

Rémi, Jacques et Elisabeth pour le secrétariat Radio

Modalités pratiques de la souscription

• Chèques à l'ordre de DMC, avec la mention « Pour un nouveau local » au dos (Si 4 000 personnes envoient 100 F, l'objectif est atteint !).

• Prélèvement automatique : envoyez-nous votre adresse et nous vous enverrons le formulaire adéquat.

Liste des premiers virements permanents mensuels

• 50 F : F. Duguay ; 100 F : C. Foisnon, A. Abassof, E. Claude, H. Hernandez, D. Zuate y Zuber, E. Eytard, P. Garcia-Abadillo, J. Guéméné, M. Alepuz, M. Charioux, B. Thierry, M.-P. Zuate y Zuber ; 150 F : B. Rosconval ; 200 F : L. Maglione.

Total : 1 600 F

T 2137 - 998 - 10,00 F



(suite p. 3)

Agir tous les jours contre le racisme et le fascisme, c'est aussi s'informer

Ces derniers temps, à la fac de Lille I, on a pu voir une petite table de presse tenue par des militants du Parti ouvrier européen (POE). Ne sachant pas, à l'époque, ce que c'était le POE et ne sachant pas non plus qu'un de ses membres ferait partie des futurs présidentiables (enfin, n'exagérons pas), nous nous sommes attardés un petit instant sur quelques bouquins intéressants d'où nous avons tiré les informations suivantes. Autant vous rassurer, nous avons poliment averti ces messieurs qu'ils n'étaient pas les bienvenus sur le site universitaire. Prenant cela comme une menace, ils ont déguerpi sans demander leur reste.

LE PARTI OUVRIER EUROPÉEN (POE), fondé par l'Américain Lyndon H. Larouche, est une émanation des National Democracy Policy Committees. Il apparaît simultanément dans plusieurs pays d'Europe en 1974/1975. Son organe de presse, *Nouvelle solidarité*, apparaît, quant à lui, en 1975.

Jacques Cheminade, ancien élève de l'ENA, en est le représentant en France. Il affiche assez rapidement son anticommunisme, après le déploiement des missiles soviétiques dans les pays de l'Est, alors qu'il ne cessait auparavant de prévenir des risques de « dictature

de l'OTAN » (ce qui semble paradoxal) (1).

Parallèlement, il monte une « Coalition anti-drogue », afin de combattre les lobbies vivant de la vente, fait de la lutte contre le SIDA (« Répandez la panique, pas le sida » (2), précèdent ainsi Le Pen, en 1985), vitupère contre le rock « d'origine satanique » (?) (3), préconise l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le domaine civil (partout dans le monde, notamment en Afrique, afin de réduire le chômage ?) et dans le domaine militaire (leur leader international, Larouche, a d'ailleurs fait une

campagne en 1982 aux Etats-Unis sur le thème « La paix par les armes à faisceau de particules », avec l'arrière plan de « bâtir les armes à rayon pour relancer l'économie », fonde Le Club de la vie (il a organisé, en 1980, la tournée du docteur Emmanuel Tremblay, secrétaire général de Laissez-les Vivre, groupe d'intégristes catholiques anti-avortement) (4), monte l'Institut Schiller... Signalons aussi que Cheminade a été condamné à quinze mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende pour escroquerie (étrange, non ?), celui-ci a fait appel, ce qui lui permet d'être à l'heure actuelle éligible.

D'abord inspiré du marxisme-léninisme, le POE lutte pour « des gouvernements ouvriers, composés essentiellement des PC, PS et des syndicats ». Mais très rapidement, il courtise d'imaginaires fractions stalinienne du PC, leur promettant un « soutien tactique » et approuve avec emphase les PC les plus proches de Moscou (6). Très rapidement, son discours prend des accents stalinien, s'exerçant

encore plus à la langue de bois que ce qui est alors d'usage.

Par la suite, il a créé une revue intitulée *Executive Intelligence Review*, dont sont tirés des articles sur la « science du renseignement politique » (7) et « Comment profiler [démâquer] un agent » (8), très prisée par les services secrets américains.

Ne cachant pas ses premières sympathies, Lyndon Larouche dérive vers un stalinisme patent avant de se lancer dans l'aventure nationaliste et antisémite, sans nier ses liens avec le Ku Klux Klan américain (9). Lyndon Larouche a été condamné à quinze ans de

prison ferme pour fraude fiscale, après avoir emprunté 30 millions de dollars, notamment à des personnes âgées en faisant miroiter un substantiel complément retraite (10). Evidemment, pour les partisans de Larouche, il s'agit d'un complot politique perpétré par George Bush. Amnesty International en fait aussi partie, puisqu'elle refuse de

L'éclectisme de Lyndon Larouche : du marxisme au Ku Klux Klan en passant par la CIA

prendre la défense du dirigeant du POE (vérification faite auprès d'un de leurs membres à la fac de Lille I).

On peut signaler qu'une liste de soutien à Larouche est parue dans *Nouvelle solidarité*, parmi laquelle on retrouve le nom de Roger Garaudy, écrivain, ancien sénateur, ancien vice-président de l'Assemblée nationale et ancien membre du GRECE (il est partout).

Du stalinisme au délire total :

— 1973 : le POE prône une coalition de gauche ;

— 1973 : le leader du POE affirme que « les événements de janvier à juin 73 apportent la preuve cruciale que toute la gauche, à l'exception des comités d'ouvriers, n'était en fait qu'un groupe de contre-gang dirigé par la CIA » (11) ;

— 1976 : le POE propose un accord programmatique CGT-gaulliste sur une politique de développement industriel (on aura tout vu !)

— 1977 : le POE soutient les programmes susceptibles d'offrir des débouchés aux couches capitalistes industrielles, que ce soit aux Etats-Unis, avec la fusion thermonucléaire, puis la « Guerre des étoiles », dont Larouche se déclare le parrain, ou dans le tiers monde, en lui fournissant des tracteurs (12) ;

— 1980 : Larouche affirme : « Notre rôle, le sens de notre existence, est d'établir sur terre le plan divin » (?) (13) ;

— 1982 : Larouche propose un programme de paix, basé sur les armes à faisceau de particules ;

— 1983 : Reagan lance le programme d'Initiative de défense stratégique (IDS) et Larouche se vante auprès de l'OTAN d'en être l'instigateur (14).

Quelques petites phrases :

— En parlant de Willy Brandt, prix Nobel de la Paix en 1971, Larouche dit qu'il « s'était spécialisé dans l'établissement de listes de noms de communistes qu'il remettait ensuite à la Gestapo » (15) ;

— En Europe une tempête éclate, Larouche avance « l'hypothèse très vraisemblable que cet ouragan ait été délibérément et artificiellement créé, sur l'ordre du Conseil national de sécurité américain que contrôle N. Rockefeller et Henry Kissinger... » (12) ;

— En parlant du philosophe Michel Foucault, le POE affirme « qu'il se rase le crâne en une imitation consciente du tortionnaire SS » (17) ;

— Larouche estime être « le plus grand scientifique, économiste et stratège » du monde (comme Ron Hubbard, gourou fondateur de l'Eglise de Scientologie) (18) ;

— A propos de notre camarade linguiste libertaire Noam Chomsky, Larouche affirme « que sa linguistique n'est qu'un complément des techniques de lavage de cerveau de la CIA » (19) (on croit rêver !).

Vous avez donc là une petite base de connaissances à propos de ce parti ou de cette secte (comme bon vous semble). Alors agissons, dès maintenant... ♦

YVAIN

(gr. Humeurs Noires - Lille)

(1), (3) et (9) *Les nouvelles passerelles de l'extrême droite* de Thierry Maricourt.

(2) *Nouvelle solidarité*, du 30 septembre 1985.

(4), (6), (12), (14), (15), (16), (17) et (19) *Enquête sur l'extrême droite*, Le Monde Edition.

(5), (10) et (18) *Charlie Hebdo* n° 145.

(7) et (8) *Executive review*, août et septembre 1976.

(11) *Nouvelle solidarité*, du 3 septembre 1976.

(13) Rapport de l'International Caucus of Labour Committees (coordination internationale du POE), le 7 décembre 1981.

N.B. : pour plus de renseignements tous les livres et journaux suivants : *Vigilance de la LDH* ; *Le grand démantèlement de l'ADFI* ; *Bulles* (organe de l'ADFI) n° 12, 22, 23, 35, 38... ; le *Washington Post* du 18 juin 1987, avec la liste des signataires en soutien à Larouche, dont Haroun Tazieff, Joseph Rozier (évêque de Poitiers), Jean-Marie Alexandre (député européen)... ; le *Washington Post* du 21 juin 1990 ; *The New Federalist* du 25 mai 1992 et du 6 juillet 1992 ; *Guerre à la drogue* de Larouche. On peut aussi se renseigner auprès de l'ADFI, qui est pas mal fournie, mais qui, hélas, prêche pour sa paroisse.

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n°(inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication :

André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,

24, rue Léon-Rogé,

76200 Dieppe.

Dépôt légal 44 145

1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — La Vigie

Diffusion SAEM

Transport Presse

Les luttes sociales donnent de la voix !

(suite de la « une »)

LE VOTE FRONT NATIONAL EST UN VOTE IDÉOLOGIQUE ! — Tout le monde reconnaît qu'aujourd'hui le FN est une force définitivement installée sur l'échiquier politique, mais, en même temps, les politiciens essaient de minimiser cette implantation.

Il est remarquable de voir avec quelle unanimité Jack Lang et Alain Juppé, entre autres, sont montés au créneau le soir-même du premier tour pour nous expliquer que le vote FN n'était pas un vote fasciste mais un vote protestataire dû au désespoir de millions de personnes face au chômage. Cette explication permet d'aller à la pêche aux voix, qui est indispensable pour le second tour. Nous nous devons de dénoncer cette manière de présenter les choses. Elle est fautive, car le programme politique du FN est réellement raciste et fascisant. Et ceux qui aujourd'hui votent pour lui le font en toute connaissance de cause, en toute conscience. C'est vrai que c'est la misère sociale qui lui a permis de se développer, mais aujourd'hui le vote FN est un vote essentiellement idéologique.

Il faut prendre conscience qu'une partie de la population est durablement acquise à l'idée que le système est pourri et qu'il faut un homme fort, un Le Pen pour « foutre en l'air tout ça ». Une fois de plus, les politiciens sous-estiment cette réalité.

LES PARTIS TRADITIONNELS CONTESTÉS ! — Nous nous sommes étonnés de voir Jospin en tête, mais finalement les intentions de vote oscillaient pour lui entre 20 et 22%. Il a fait légèrement plus, avec 23%. L'honneur de la gauche est-il sauf pour autant ? Sûrement pas ! Le vote « utile » pour qu'il soit au deuxième tour a joué à fond. C'est un résultat inespéré au vu du bilan des socialistes, et à mon humble avis, ils auraient tort de penser que leur cote dans l'opinion est réellement remontée.

Le problème pour la droite, c'est l'équilibre des forces entre deux grands clans. Cela ne reflète même pas deux tendances du capitalisme tant les contradictions sont grandes à l'intérieur même des deux clans. Il n'y a pas vraiment de clan européen et libéral autour de Balladur ni un clan

nationaliste et protectionniste autour de Chirac. La guerre des chefs n'est pas terminée. Que Chirac l'emporte au second tour n'y changera rien.

En dépit des discours d'autosatisfaction sur les changements de look qui auraient transfiguré le Parti communiste français (PCF) et les sourires de Robert Hue, les longues phrases biscornues pour appeler à voter Jospin au second tour cachent bien mal la stagnation d'un parti qui peut perdurer encore de longues années sur une base sociale stable mais vieillissante.

LES ÉCOLOS DANS LES CHOUX — Des perspectives sociales, Voynet avait la prétention de nous en proposer. Objectivement, les Verts se sont ramassés une gamelle, avec 3,3% des voix. Mais après tout, ils récoltent les fruits de leurs querelles intestines, de leurs pratiques largement aussi politiques que celles des autres partis, de leurs alliances pas toujours très claires au sein des conseils régionaux... Mais sur le fond, c'est bien le discours écologiste qui ne perce pas. Il y a comme un malaise qui s'installe lorsque Voynet parle de limiter la production, alors que des millions de personnes se serrent la ceinture sur les biens de consommation courante, alors qu'un logement sur trois n'a pas de sanitaires dignes de ce nom, que des maladies qu'on croyait disparues se développent à nouveau faute d'alimentation et de soins réguliers... Quelque part, ça ne passe pas.

Peut-on se préoccuper du trou dans la couche d'ozone lorsque son propre devenir est nié et broyé ? La survie de l'ours des Pyrénées peut-elle être mise à égalité avec la survie d'un RMliste ? En dépit des velléités de positionnement à gauche et de la prise en compte du social, les Verts sont et restent l'expression politique d'un électorat petit bourgeois, de classes moyennes qui aspirent à profiter de leurs revenus conséquents dans un monde propre sur lui.

Le plus cocasse a été d'entendre Voynet accuser l'électorat de Laguiller d'être des branchés en mal d'émotions

fortes alors qu'elle traitait la revendication de 1 500 F d'augmentation immédiate comme quelque chose de peu d'importance, voire un brin démagogique. Assurément, elle n'a pas les mêmes problèmes d'emploi et de fric que moi.

LE CAS ARLETTE — Cette élection restera marquée par la candidate de Lutte ouvrière (LO), que cela nous plaise ou non. Tout d'abord, elle fait le ménage dans son propre camp, en réaffirmant une position résolument révolutionnaire, sans compromission et dans la tradition.

Les trotskystes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), vu le bide de leur soutien aux Verts et leur rapide appel à voter Jospin au second tour, s'enfoncent un peu dans les sables mouvants de la recomposition de la gauche, qui se veut alternative.

Mais ce qui est essentiel, c'est que LO a su articuler un discours en partie en phase avec les revendications sociales du monde du travail. C'est ce qui explique l'intérêt qu'a suscité Arlette, au-delà des pitreries et du rôle de bouffon que lui concèdent habituellement les médias.

A lire le dernier numéro du journal *Lutte ouvrière*, les militants eux-mêmes ne s'illusionnent pas sur l'adhésion aux thèses trotskystes des électeurs qui ont voté pour eux. Mais il faut leur reconnaître d'avoir permis de révéler le potentiel de radicalité qui cherche à s'exprimer aujourd'hui en dehors des schémas de la gauche traditionnelle. A la belle époque du boum écolo, certains se gargarisaient de l'« alternative sociale » que cela laissait espérer. Cette fois-ci, c'est d'une « radicalité révolutionnaire » qu'il convient de parler. Et il y a une différence !

Il faut prendre en compte le fait qu'il existe dans notre société une partie non négligeable de la population à la recherche d'un discours politique révolutionnaire, anticapitaliste et émancipateur. A mon sens, ce n'est pas tellement les 5,3% de Laguiller qui sont importants mais bien plus le public nombreux qui venait à ses meetings, les couches sociales qui se sont reconnues à un moment donné à travers sa candidature.

Il n'y a pas de région où Laguiller ait fait réellement un carton mais c'est partout en France que l'on a voté pour elle. De plus, c'est manifestement un électorat de « travailleurs et travailleuses », comme elle le répète inlassablement.

UN POTENTIEL RÉVOLUTIONNAIRE EXISTE ! — Cela confirme les analyses que nous développons depuis déjà quelque temps, au vu d'un certain nombre de conflits sociaux radicaux qui se sont produits régulièrement depuis un an.

La campagne présidentielle, qui traditionnellement étouffe plutôt les luttes sociales, a vu celles-ci se multiplier. Il est clair que les travailleurs affirment par leurs initiatives, et cela d'une manière directe et sans ambiguïté, qu'ils n'attendent rien des partis politiques. C'est un camouflet magistral, lancé à la classe politique. C'est la réaffirmation que l'augmentation des salaires, la lutte contre le chômage et la précarité, la protection sociale... ne pourront être défendues

que par les travailleurs eux-mêmes, par les luttes de classes.

Ceux qui s'arrêteraient à penser que cette vague de grèves n'aurait eu comme sens que d'être un mouvement visant à faire pression sur les programmes sociaux des candidats se trompent. Il s'agit bien d'une prise de conscience de fond. Les appels à la grève continuent entre les deux tours, même si certains des conflits les plus spectaculaires se sont résorbés. Le nombre de mouvements de grève locaux, dans les petites et moyennes entreprises est impressionnant. Et dans de nombreux endroits, les faits prouvent que la lutte paie.

Pour en finir avec LO, disons qu'ils ont bénéficié d'un concours de circonstances heureux qui ne permet pas de justifier sur le fond la participation électorale. Cette radicalité sociale préexistait à la campagne électorale et s'affirmera au-delà, avec ou sans Arlette.

STRUCTURER UN PROJET SOCIÉTAIRE

— De toute façon, il faut bien comprendre que nous n'avons pas le choix. Chirac ou Jospin au pouvoir, il n'y aura pas de différence. Les entreprises continueront à licencier, à précariser, à restructurer, pour garantir les taux de profit. L'Etat, pour réduire les « charges des entreprises » et les « dépenses publiques » continuera à privatiser et à démanteler la protection sociale. Pour faire diversion, l'Etat continuera à criminaliser les immigrés. La menace fascisante trouvera un terrain encore plus propice à son développement.

Nous n'avons pas le choix. Face à une démocratie incapable de faire fonctionner ses propres mécanismes de régulation sociale et de donner du crédit à ses propres valeurs, nous devons nous engager résolument à l'émergence et à la maturation d'un mouvement social porteur de libération sociale et individuelle. C'est possible parce que l'attitude du monde du travail vis-à-vis de ses relations avec la gauche et le pouvoir a changé. C'est à un travail de prise de conscience et de construction qu'il faut s'atteler. Mais il ne s'agit pas d'en appeler à troisième tour social réduit à une explosion sociale. Même si ce sont des propos que l'on peut entendre autour de nous, une telle rupture serait probablement un catastrophe politique. Nous savons bien qu'au-delà du coup de colère, la répression ne manquerait pas de laminer les révoltés. Un mouvement sans perspectives pensées et structurées, sans pratiques sociales expérimentées et aiguisées au fil des luttes est un mouvement qui va droit à l'échec.

Il y a encore de nombreux blocages et beaucoup de confusion dans les revendications qui émergent actuellement. Les anarchistes peuvent aider à la coordination des luttes, à la définition d'axes de luttes et de revendications, à favoriser l'autonomie et le contrôle des luttes par les travailleurs, à l'élaboration d'un projet sociétal... Rien de bien nouveau, me direz-vous ! Peut-être, mais c'est dans un contexte où nos arguments et notre présence sont bien perçus et correspondent à l'attente et aux enjeux auxquels nous sommes confrontés. ♦

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

A LA PETITE SEMAINE

Josrac ou Chipin ?

La fin du premier septennat n'était pas encore à l'horizon que déjà la potion magique de 1981 promise aux classes laborieuses avait tourné au potage vomitif. Le couvert ayant été remis pour sept années de plus, chacun convient aujourd'hui qu'il est devenu impossible d'approcher du rata sans se pincer le nez.

Maigre consolation, la cohabitation aigre-douce des gâte-sauce aux fourneaux du socialo-libéralisme aura au moins permis d'éviter qu'on nous refasse cette fois encore le coup du « choix de société » au sujet de la nouvelle confrontation gauche-droite de ce dimanche.

Dans quatre jours, donc, le boui-boui républicain change de chef, mais pas de menu. Présentés sans rire comme des hommes neufs et intègres, les deux postulants trempent depuis des lustres dans cette infâme cuisine au bilan socialement désastreux, et n'en connaissent pas d'autre. Alors, Chirac ou Jospin, Josrac ou Chipin, quelle importance ?... ♦

FLORÉAL

DROIT D'ASILE

Il faut régulariser les déserteurs de l'ex-Yougoslavie !

[Lors d'une réunion à propos des déserteurs de l'ex-Yougoslavie], en introduction, Maître Jean-Jacques de Felice a évoqué le devoir de désobéissance de chaque citoyen, en se référant aux jugements rendus par le tribunal de Nuremberg. [...]

Le Forum civique européen (1) a dressé le bilan d'une année de campagne de solidarité. Cette campagne a permis de réunir plus de 170 000 signatures et d'obtenir un *Droit de Cité* pour les déserteurs dans de nombreuses villes d'Europe : Parme, Turin, Genève, Weimar, Rostock mais aussi Villeurbanne, Manosque, Lutterbach, Rézé, Aubagne...

Entre 100 000 et 300 000 déserteurs sont réfugiés en Europe, souvent contraint à la clandestinité, et ne souhaitant pas apparaître comme déserteurs.

Des témoignages récents font état d'exécutions sommaires de déserteurs

en Bosnie, mais le plus souvent les déserteurs sont emprisonnés à leur retour et envoyés combattre en première ligne.

A plusieurs reprises, le MRAP, le MOC et le FCE sont intervenus auprès des pouvoirs publics pour demander la régularisation de déserteurs. A l'appui de nos demandes nous avons présenté les résolutions du Parlement européen du 28 octobre 1993 et celles du Conseil de l'Europe du 1er juillet 1994, recommandant aux Etats membres de protéger et de ne pas expulser les déserteurs de l'ex-Yougoslavie. [...]

En décembre 1994, six dossiers ont été transmis avec avis favorable à Monsieur Bernard Guillet, chargé diplomatique au ministère de l'Intérieur. [...] A ce jour, aucun des six dossiers transmis n'a été régularisé, et nous n'avons reçu aucune réponse depuis le 24 octobre 1994. [...]

C'est ainsi, par exemple, que le 20 février 1995, le préfet du Haut-Rhin écrit à un déserteur : « Vous êtes entré clandestinement en France et avez fait l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière. Par deux fois vous avez refusé d'embarquer et avez ainsi été condamné par le Tribunal de Grande instance de Mulhouse... à ce jour votre demande d'asile ne peut être prise en considération ».

Expulsés et emprisonnés sans même que puisse intervenir un responsable de l'OFPPA, les déserteurs sont les nouveaux parias de l'Europe. ♦

MARC SARACINO
(Forum civique européen)
(transmis par
les Relations extérieures de la FA)

(1) Forum civique européen (Paris), tél. : 46.33.87.34.

DES CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE A CEUX DE RÉTENTION JUDICIAIRE

Mobilisation contre le centre de Lille-Lesquin

LE 15 AVRIL DERNIER, le Réseau contre les lois Pasqua et toutes les lois anti-immigrés (1) appelait à une marche de Lille à Lesquin, en direction du Centre de rétention administrative, symbole de la politique discriminatoire menée par les gouvernements qui se sont succédé depuis 1981.

On aurait tort de croire que les centres de rétention sont une création du patron de la place Beauvau. Pasqua, en effet, s'est « contenté » d'aménager ce que les socialistes avaient mis en place durant les deux septennats de Mitterrand.

A peine le pote de Bousquet avait-il investi l'Elysée que son équipe gouvernementale faisait voter par l'Assemblée, le 29 octobre 1981, la loi Defferre, qui instituait les centres de rétention administrative. « *Les étrangers en situation irrégulière y sont maintenus en instance de départ forcé et détenus dans des "locaux spéciaux" sous surveillance policière jusqu'à leur expulsion. Le maintien en détention, qui peut aller jusqu'à dix jours, doit permettre à l'administration de prendre les mesures nécessaires à l'expulsion (billet d'avion, vérification d'identité, appel des autorités du pays d'origine pour le retour...).* Les conséquences du retour au pays pour la personne expulsée sont volontairement ignorées, dictature ou pas. » (2)

Pour nombre d'étrangers, un des seuls moyens d'éviter la reconduite à la frontière fut de détruire délibérément

les documents permettant d'établir leur identité. En effet, les droits français et international stipulent qu'il est impossible d'expulser un individu dont on ne connaît ni l'identité ni l'origine.

En décembre 1991, la loi Sapin permet d'appliquer à tout étranger qui ne présentera pas les documents nécessaires à son identification une peine de six mois à trois ans d'emprisonnement. Reprenant à son compte les innovations crapuleuses des socialistes, Charles Pasqua va encore renforcer la machine à expulser. Puisque le nombre de « clandestins » expulsables dépasse la capacité carcérale de l'Etat français. Big Pasqua fait voter, le 30 décembre 1993, une loi qui donne naissance aux centres de rétention judiciaire. Centres où tout étranger refusant de collaborer avec la police pour permettre son identification et, partant, l'exécution de la « mesure d'éloignement », peut être placé en cas d'ajournement du prononcé de la peine pendant trois mois ou plus, par ordonnance du tribunal.

En principe, des locaux doivent être spécialement affectés à cette rétention, mais à titre normalement exceptionnel, cette mesure pourra s'exécuter dans les centres de rétention administrative pendant la durée d'aménagement des locaux (3).

Parlons-en de l'aménagement des locaux ! Le centre de Lesquin est un amas de préfabriqués, entourés de barbelés, où malgré l'énergie dévelop-

pée par le représentant de la CIMADE, seul à détenir le droit de visite des individus, dont le crime est d'avoir une nationalité différente, sont parqués comme du bétail.

Il s'est encore trouvé des personnes pour s'offusquer que les anarchistes osent rappeler, avec force, dans les réunions du Réseau et les différentes manifestations qu'il a organisées la responsabilité des gouvernements socialistes. Jamais nous n'acceptons, sous prétexte de la sacro-sainte reconstruction de la gauche qui serait soi-disant le seul rempart face à une droite de plus en plus arrogante, d'oublier que les socialistes ont préparé, ont mâché le travail pour Pasqua. Les charters, ce sont bien les socialistes. La circulaire Sauvémarchand (4), ce sont bien les socialistes. L'application systématique de la double peine (5), c'est bien les socialistes.

Alors, il fallait, au-delà de la critique virulente de la politique discriminatoire de Pasqua et de la bande à Balladur, n'en déplaise aux deux pelés et trois tondues qui ont défilés sous la bannière du Mouvement des Jeunes socialistes (MJS), remettre les pendules à l'heure. Ceci fut déjà fait le 10 décembre 1994, lors de la Journée internationale des Droits de l'Homme, où le MJS avait préféré quitter le cortège du Réseau à mi-trajet. Il préféra sans doute ne pas devoir expliquer à ses adhérents que les slogans scandés par les anarchistes,

aussi bien contre Pasqua que les socialistes, n'étaient que le reflet d'une scandaleuse réalité : le racisme rampant de la classe politique. Nous avons remis ça le 15 avril.

N'est-ce pas à Aniane, dans l'Hérault, dont la mairie est tenue par André Ruiz, socialiste, que Charles Pasqua a installé, avec l'accord du

sus-nommé, son premier centre de rétention judiciaire, dans le bâtiment qui, de 1940 à 1944, servit de centre d'internement pour les résistants et les réfractaires ! ♦

CHRISTOPHE
(gr. Humeurs Noires - Lille)

Notes

(1) MRAP, LDH, SOS-Racisme, UNEM, CFDT (Lille), JOC, FCPE, CCL Benoît-Brouthoux, ASIEF, Texture, PCF, JC, MJS, JCR, AREV, Les Verts, groupe Humeurs Noires de la FA, UEC, MDMF, Flamands Roses, Du Côté des femmes, Collectif pour la démocratie en Algérie, AC 1, CNT, Collectif Rwanda (Lille), UNEF.

C'est en 1993, dans le contexte de l'annonce des projets gouvernementaux dits « lois Pasqua » que diverses organisations antiracistes, politiques, syndicales ou associatives ont décidé de travailler ensemble.

(2) No Pasaran n° 20, octobre 1994, P. 15.

(3) Brochure *Demain la France sera-t-elle encore la terre des droits de l'Homme ?*, éditée par le Réseau. En vente 10 F (+ frais de port) auprès du **groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Tél. : 20.47.62.65. ou directement auprès du réseau c/o MRAP, Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, 59000 Lille. Tél. : 20.52.12.02.**

(4) Ingérence de la Préfecture dans l'université, qui s'arroge le droit de vérifier le « sérieux des études » des étudiants étrangers (abstention, redoublement, validité de la formation), qui exige de l'étudiant un revenu minimal de 2 300 F alors que son droit au travail est réduit à rien et un visa de long séjour que les consulats français délivrent de plus en plus rarement.

(5) Non content d'incarcérer les étrangers ayant enfreint la législation française, l'Etat, plutôt que de se demander pourquoi ils y ont été amenés, leur applique après cette première peine une seconde : la reconduite à la frontière.

LE MANS

Une drôle de police

Le 21 février dernier, alors qu'un jeune Comorien était tué à Marseille par une « balle perdue » (sic) du FN, sept skins traînaient dans les rues du Mans (parmi eux, deux skins manceaux bien connus des services de police : Simon Rose et Frank Nickel). Bilan de cette soirée : sept blessés, dont une personne qui aura droit à quinze jours d'hôpital. A 23 heures pourtant, place de la Sirène, un fourgon et deux voitures, donc au moins six policiers, contrôlent nos nazillons et les relâchent avec toutes leurs armes (coups de poing américain, matraques...). Drôle et étrange complicité ! Les skins ne seront interpellés, place d'Alger, que trois heures trente plus tard pour être placés en garde à vue, suite à de nombreuses plaintes.

Les exemples ne manquent pas ; citons en quelques uns.

En octobre 1992, l'Action française, mouvement officiellement interdit suite à sa collaboration avec le gouvernement de Vichy, organise un débat dans la salle d'un hôtel. Une contre-manifestation pacifiste est organisée. Le service d'ordre de l'AF, venu tout spécialement, charge la manifestation. Ce service d'ordre, armé de lance-boulons et de pistolets à grenaille, se permettra de tirer sur les manifestants réfugiés place de la République, en présence de la police sans que celle-ci intervienne. Il faudra attendre qu'un manifestant soit blessé à l'œil pour que la police s'interpose, sans toutefois chercher à interpellier l'auteur des tirs. Le SAMU, malgré l'absence totale de circulation (un samedi soir, vers 22 heures), mettra pas moins de trente minutes pour arriver. Etrange, encore, cette police qui regarde passivement (?) des tirs en pleine rue.

Le 5 mars 1993, une manifestation est organisée contre la venue de Le Pen. Manifestation qui regroupera 500 personnes. En dehors de quelques chauffés en centre-ville, devant les magasins, où les policiers interviendront rapidement, on verra ces derniers passifs (une fois encore), lorsqu'au croisement du boulevard du Général-Leclerc et de la rue Nationale, des fascistes armés chargeront quelques manifestants et lanceront des lacrymogènes. Beaucoup de passivité, beaucoup de laxisme dans un seul et même sens.

Le 11 novembre 1994, des militant(e)s et sympathisant(e)s de la Fédération anarchiste ne pourront pas manifester plus de trois minutes sans être rapidement entouré(e)s par la police, qui procédera, comme à son habitude, à un contrôle d'identité en règle. Un des policiers nous dira même : « *Des bavures, il n'y en a pas assez* ». On remercie d'ailleurs la presse qui, indirectement, nous protégera par sa présence.

Pendant l'hiver 1994-1995, les membres de la Coordination des Sans-abri et Précaires, derniers occupants du squatt du 91 de la rue Nationale, ont été interpellés de manière expéditive et non justifiée peu après le deuxième incendie criminel de celui-ci. Les policiers se sont montrés très nerveux (dangereux, quand on est armé) et insultants, ironisant même, une fois dans leurs locaux, qu'il n'y avait pas de honte à voter FN. Par ailleurs, ils ont refusé de donner leur numéro de matricule, ce à quoi, ils sont tenus par la loi. ♦

GROUPE FA du MANS
(c/o Maison des Associations, place d'Arcole, 72000 Le Mans)

R RENDEZ-VOUS

MONTREUIL

Le groupe Alliance de la FA organise les samedi 13 et dimanche 14 mai deux journées antifascistes sur le thème : « Une classe en lutte dans le monde contre le fascisme et le capital », au **Cri de la Larme, 33/37, rue Robespierre (M° Robespierre)**. Au programme : tables de presse, projections de films et documentaires, théâtre, jongleurs, concerts, persussions africaines...

Samedi 13 mai

• 10 h : projections de documentaires (interview du sous-commandant Marcos ; *Che Guevara. Un homme, une affiche*, de Roman Rodmann) et du film *Salvador*, d'Oliver Stone • 14 h : concerts avec Plutonium (funk), The Informers, L'Arsène Rupin (ragga), Swine Flu (hardcore écossais) Les Mèches Rebelles (rock), ZPK (cold wave) et La Fraktion (punk).

Dimanche 14 mai

• 10 h : projection d'un documentaire (interview de Rudi Dutschke) ; projections des films *Mourir à 30 ans*, de Romain Goupil, et *Zardos* • 13 h : concerts avec Doctor Z (pop punk), Back Chich (soul), Alorcados, Schlitz (punk) New Delit (funk soul), Les Zarmazones et Blind Mole Rat (anarcho-punk-folk-ska).

Entrée : 15 F pour la journée (projections comprises).

GRENOBLE

Le jeudi 4 mai, à 19 h 30, au local du **CDESI, 102, rue d'Alembert**, le groupe Jules-Vallès organise une conférence-débat sur les élections, animée par Bernard (du groupe Déjacque de Lyon).

SAINT-ETIENNE

Pour ne pas laisser l'initiative aux politiciens, le groupe Nestor-Makhno organise une conférence-débat sur le thème : « Préparons le 3^e tour social », le jeudi 4 mai, à 20 h, **salle Sacco-Vanzetti, Bourse du travail, cours Victor-Hugo**.

SAINT-GEORGES-D'OLÉRON

Si vous habitez la Charente-Maritime, vous pouvez prendre contact avec le groupe Bakounine de la FA, en écrivant au **35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron. Tél. : 46.76.73.10. FAX : 46.76.82.60.**

Vous voulez vous investir dans des alternatives, sachez que le groupe est partie prenante dans l'école libertaire Bonaventure et le lieu de vie Bout d'Ficelle. D'autres actions sont bien sûr envisageables. Alors, n'hésitez pas à nous contacter.

Rectificatif

A propos des « Journées libertaires de Montpellier », dans les numéros 996 et 997 du ML nous avons fait mention de la réalisation d'une maisonnette.

Son coût n'est pas, comme nous l'avions indiqué, de 25 000 F, mais seulement de... 2 500 F. Ça tient du record.

AUTOCOLLANTS ANTI-ÉLECTORALISTES

Dans le cadre de la campagne en faveur de l'abstention révolutionnaire et libertaire, lors de l'élection présidentielle (mais également valable lors des élections municipales), la FA a retiré 8 des 14 autocollants anti-électorales initialement édités en février. Prix : 0,50 F l'unité • 5 F les 20 exemplaires (+ 3,50 F de frais de port) • 10 F les 50 (+ 8 F) • 20 F les 100 (+ 16 F). **Pas de panachage pour les paquets de 50 et 100 exemplaires.**

A commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. (Chèque à l'ordre de Publico.)

Nouvelles du front

Pour l'arrêt des poursuites contre les insoumis basques

LE JEUDI 20 AVRIL 1995, Kittu Lascaray a été arrêté au Pays basque (cf ML n° 977) par la police française. Il a aussitôt été incarcéré à la caserne de Bordeaux et mis au cachot. Il a alors entamé une grève de la faim et a été transféré à l'hôpital militaire de la banlieue bordelaise. Relâché et réformé la semaine suivante, il attend maintenant son procès en appel, qui doit avoir lieu le 21 juin 1995 à 14 h, au tribunal de Bordeaux.

Tout a commencé en septembre 1991 lorsque trois jeunes du Pays basque nord se sont déclarés insoumis, dans le cadre d'une campagne de refus de l'armée autour du mouvement Patxa (1). Ce fut l'occasion d'une première conférence de presse de ces trois jeunes au cours de laquelle ils dénoncèrent les valeurs véhiculées par l'armée (homophobie, sexisme, hiérarchie, racisme...) et refusèrent de cautionner une armée qui bafoue les droits des peuples dans le monde entier.

Très vite, ce mouvement d'insoumission prit de l'ampleur et la réaction de l'Etat ne se fit pas attendre : les trois jeunes furent incarcérés. Ils furent suivis en juin 1992 par la déclaration d'insoumission de cinq autres hommes. Dès lors, un fort mouvement se fit autour du soutien de huit insoumis (nombreuses manifestations, suivi des procès, actions spectaculaires...).

Ils furent rejoints par deux autres personnes en octobre 1993 et un dernier en septembre 1994.

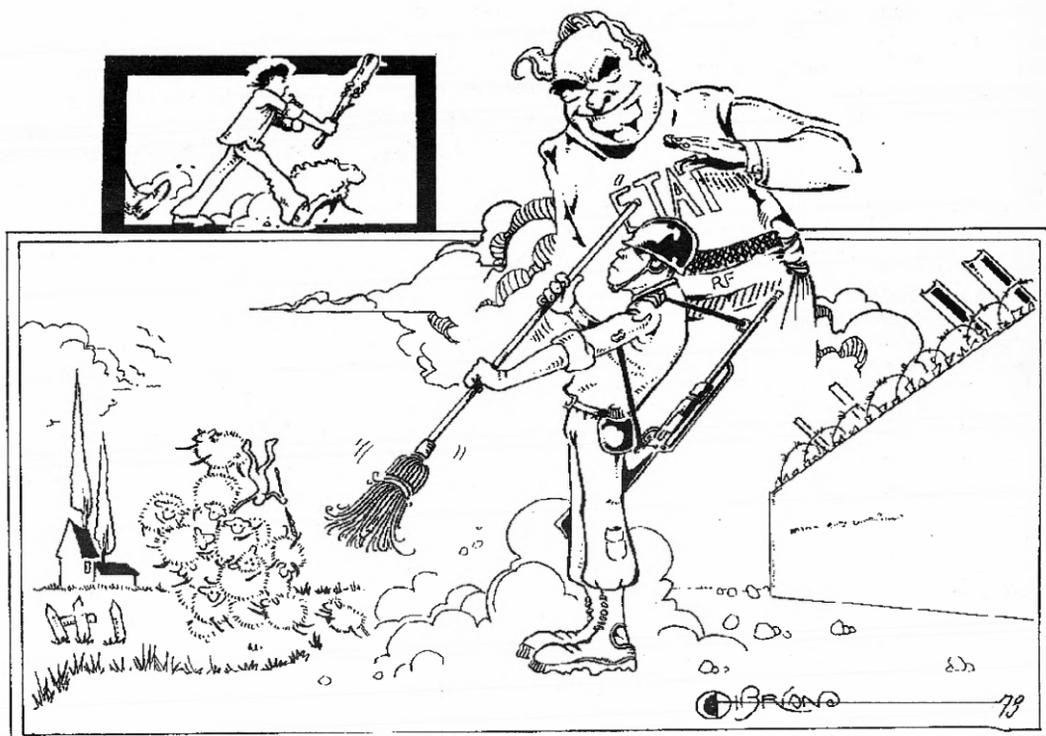
Un collectif large pour mener des luttes

En avril 1993, le collectif Maia (2) voit le jour. Il se dote d'une plate-forme sans ambiguïté quant à ses convictions antimilitaristes aussi bien sur l'armée, elle-même, que sur la militarisation de la vie civile et les valeurs militaires qui bouffent notre vie (cf. texte encadré).

Autre point notable de ce collectif, il développe plusieurs axes de lutte et sait échapper au réductionnisme d'un soutien unique aux insoumis. Ainsi, il s'élargit au thème de la démilitarisation de la société, aux différentes formes que peut prendre le service militaire (de l'insoumission à la réforme, en passant par l'objection de conscience, l'objection-insoumission au service civil une fois le statut d'objecteur obtenu, ou l'objection-désertion).

Une répression très forte de l'Etat français

Il n'est qu'à regarder les condamnations des insoumis pour comprendre à quel point un mouvement d'insoumission dérange l'Etat français.



Jean-François Lefort, incorporé de force à Poitiers le 4 mai 1992, fera onze mois et demi de prison sur les treize auxquels il a été condamné (il sera même soumis à l'isolement total durant sa grève de la faim).

Nikolas Padrones est incorporé de force le 9 mai 1992 et est condamné à dix mois de détention. Il sera libéré au bout d'un mois et demi, à la suite d'un vice de procédure en procès d'appel. Depuis, il est déclaré déserteur.

Paulus Basurco Antton se déclare insoumis à l'objection au bout de dix mois, en juin 1992. Il est condamné une première fois à trois mois de prison fermes, et il prend six mois fermes en appel, en juin 1994. Depuis, il est en attente.

Xabier Hegi, objecteur-déserteur, attend des nouvelles de l'armée. Filipe Jaureguiberri est condamné à une peine de douze mois fermes le 6 janvier 1995. Filipe attend son procès en appel, prévu en juin 1995.

Alain Cazaux est incorporé de force en octobre 1994. Il est condamné à douze mois fermes en novembre 1994, et prend dix mois fermes en appel. Il devrait sortir en juin 1995.

Fred Cornet est objecteur-déserteur depuis septembre 1994. Depuis, on reste sans nouvelle.

l'engrenage incorporation-insoumission-prison-incorporation... Il s'agit d'un précédent dans la répression à l'encontre des insoumis du Pays basque, et il risque à nouveau de se faire condamner à de la prison lors de son procès en appel, en juin. L'Etat, en renouant avec ses pratiques des années 70, veut faire payer au prix fort les actes de défiance vis-à-vis de son autorité et freiner une pratique qui gagne en popularité.

L'appel à la mobilisation du collectif Maia, « Ni juges, ni prisons n'arrêteront l'insoumission ! A bas toutes les armées », reste plus que jamais d'actualité. Vous pouvez soutenir les insoumis financièrement (pour payer les frais de procès), ou vous mobiliser le 21 juin, à 14 h, en venant au procès de Filipe Jaureguiberri et Kittu Lascaray, qui passeront devant le tribunal de Bordeaux. ♦

Kittu Lascaray ou l'exemple de l'acharnement de l'Etat français

Kittu Lascaray s'insoumet le 12 juin 1992 et est incarcéré en novembre de la même année. Il est alors condamné à treize mois fermes et effectue sept mois et demi dans les maisons d'arrêt de Gradignan et de Poitiers, puis il est rappelé sous les drapeaux et, refusant toujours l'armée, il est à nouveau condamné à douze mois fermes. Depuis, il attend son procès en appel, qui doit avoir lieu le 21 juin 1995. Le 20 avril 1995, une manifestation pour l'insoumission (3) a réuni plus de 3 000 personnes. Kittu Lascaray a été réformé et libéré le jeudi suivant, stoppant ainsi

(1) Patxa (1986-1993) : Collectif de jeunes rupturistes d'agitation, nationalistes aux pratiques libertaires.

(2) Maia : Militairismoaren Aurka Intsumisioaren Alde (Contre le militarisme, Pour l'insoumission). Maia, batzoki Hitz-Ordu, rue Dibildos, 64240 Hasparen. Téléphone/fax : 59.29.14.80.

(3) Aujourd'hui, il y a plus de 3 000 insoumis au Pays basque nord et sud. L'appel à la manifestation comprenait l'appel de 70 personnalités du Pays basque et de nombreuses associations ou organisations politiques, qui s'étaient déclarées solidaires de Kittu Lascaray.

Extrait de la plate-forme de Patxa

Nous refusons l'armée :

- Car elle est l'instrument des Etats pour exercer leur suprématie et imposer leur type de société comme modèle. En banalisant sa présence au sein de la population, elle peut ainsi la contrôler, maîtriser tout mécontentement : protéger le système.
- Car, par le biais du service national, l'armée est l'école de la soumission, des valeurs hiérarchiques et sexistes, du racisme et de l'homophobie. Elle s'accapare des gestes quotidiens et retire petit à petit toute personnalité. En son sein, c'est le chacun pour soi qui développe des réflexes individualistes.
- Car l'armée est au service des intérêts internationaux, du marché mondial et des multinationales, et cela au dépend des peuples du tiers monde et des minorités nationales. Elle engendre la course à l'armement, la prolifération de l'industrie de l'armement — partie importante des recettes du marché mondial (conflits entretenus pour des profits immédiats ; endettement, soi-disant moderne, des pays les plus pauvres). Elle engouffre une partie des budgets des pays au détriment des besoins vitaux de la population.
- Car, pour nous en tant que basques, nous ne pouvons accepter aucun compromis avec cette institution au service de l'Etat français. Etat qui n'accorde aucune reconnaissance à notre peuple. L'armée française comme l'armée espagnole sont les garantes de l'unité nationale, leur présence en Euskadi est indispensable pour les grosses rafles, les fichages au quotidien... Au sud, c'est l'armée qui torture (Guardia civil). Ce n'est pas seulement l'armée d'occupation que nous refusons mais bien l'institution militaire.

MURIEL R.
(gr. Milly-Witkop - Nantes)

EN PRÉVISION DE LA RENCONTRE DE PÉKIN

« Femmes : une égalité de droit »

AL'OCCASION de la Journée internationale des femmes et dans le cadre de la préparation de la conférence des Nations unies sur les femmes, à Pékin, en septembre 1995, Amnesty International a lancé une vaste campagne mondiale de sensibilisation sur le sort réservé aux femmes de l'ensemble de la planète, pour le respect de leurs droits fondamentaux, trop souvent bafoués (1).

Il s'agit de placer la question de leurs droits fondamentaux au premier rang des préoccupations de l'opinion publique et des gouvernements. Fî des belles déclarations, il faut agir !

Selon un communiqué de presse de mars dernier, Amnesty fait observer que « jusqu'à présent les gouvernements ont plus ou moins fermé les yeux sur les violations des droits fondamentaux des femmes, certains sont même allés jusqu'à donner le feu vert à leur police ou à leur armée pour torturer ou violer. Elle ajoute qu'ils laissent même entendre, ce qui est très préoccupant, qu'ils aimeraient limiter, au lieu de promouvoir, les droits civils et politiques des femmes lors de la conférence de Pékin ».

Dans le cadre de cette campagne, Amnesty International vient de publier un rapport de 117 pages sur ce qu'endurent les femmes dans quelque 75 pays, en distinguant trois situations qui les mettent plus

particulièrement en péril : les guerres et les conflits armés, la répression de leurs activités militantes et les conséquences de la discrimination sexiste (cf. « Au Secours », ML n° 991, du 16 au 22 mars 1995).

« Si les droits des femmes sont si souvent bafoués, c'est en partie parce que les violences sont fréquemment passées sous silence... »

Constatant que « les progrès enregistrés par les femmes dans leurs luttes pour la reconnaissance de leurs droits ont le plus souvent été le fait d'actions menées à la base, généralement par des organisations indépendantes de défense des droits des femmes », Amnesty entend collaborer étroitement avec elles.

Ces organisations se sont multipliées un peu partout dans le monde. Certaines luttent en faveur de parents « disparus ». D'autres militent au sein de la société pour les droits les plus élémentaires, comme celui d'être à l'abri du besoin. D'autres réunissent des avocates pour la défense des plus démunis devant la justice. D'autres, encore, font campagne contre la torture, contre la violence au foyer,

contre le viol, contre les mutilations sexuelles, pour l'égalité devant l'emploi, revendiquent leurs droits fonciers ou le libre accès au crédit.

Amnesty International appelle les gouvernements du monde entier à mettre en place un programme en quinze points pour promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes.

Si ces droits sont si souvent bafoués, c'est en partie parce que les violences sont fréquemment passées sous silence, et rares sont les gouvernements qui considèrent l'action de ces organisations comme l'expression légitime des droits civils et politiques les plus fondamentaux.

Rares, également, sont les pays qui traitent les femmes à égalité avec les hommes. ♦

NELLY TRUMEL

(1) Femmes : une égalité de droit (les femmes et la guerre, les militantes, femmes en péril, une campagne pour agir), Amnesty International. En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 50 F (+ 10% de frais de port).

N.B. : retrouvez l'émission « Femmes Libres », sur Radio Libertaire (89.4), chaque mercredi de 18 h 30 à 20 h 30. (Le 3 mai, Michel Forst, directeur de la section française d'Amnesty était à l'antenne.)

MONGOLIE

Les détenus meurent de faim

Selon un document (disponible en français), publié le mardi 18 avril par Amnesty International, les prisonniers meurent de faim en Mongolie parce qu'ils sont totalement délaissés et parfois délibérément privés de nourriture.

Nombre de ceux qui meurent sont déjà sous-alimentés à l'issue de leur détention préventive. Le gouvernement mongol a reconnu que, dans certains cas, des prévenus avaient été délibérément affamés au cours de la période précédant leur procès, dans le but de leur soutirer des aveux.

Selon les autorités, ces faits ne résulteraient pas d'une politique globale mais de fautes commises individuellement par certains agents de la force publique, qui font l'objet de sanctions lorsqu'ils sont identifiés.

D'après les statistiques officielles, 90 personnes sont mortes dans les prisons mongoles entre fin 1993 et fin 1994. Alors que les autorités déclarent qu'un tiers de ces décès sont dus au manque de nourriture, Amnesty International estime, quant à elle, que cette proportion est sans doute plus élevée, compte tenu du fait que la malnutrition peut entraîner une moindre résistance à la maladie, conduisant à la mort. La surpopulation, les mauvaises conditions d'hygiène ainsi que le manque de vêtements, d'eau potable et de matériel médical contribuent également à la propagation des maladies parmi les prisonniers et sans doute au décès de certains d'entre eux.

Selon l'Organisation, les prisonniers meurent de faim parce que leurs rations alimentaires sont insuffisantes. Ils sont tenus, de par la loi, de travailler pour payer leur nourriture, mais l'administration pénitentiaire n'est plus en mesure de leur fournir suffisamment de travail. Lorsqu'il n'y a pas de travail, les prisonniers n'ont aucun moyen de se nourrir. Amnesty International a reçu plusieurs informations faisant état d'actes désespérés de certains d'entre eux qui, affamés, se nourrissent des restes trouvés dans les débris de la prison ou tuent des chiens et des chats errants pour les manger.

Amnesty International lance aujourd'hui une campagne pour demander aux autorités mongoles d'amender la législation qui lie rations alimentaires et travail du prisonnier, et de fournir une alimentation et des soins médicaux adéquats à toutes les personnes incarcérées. L'Organisation formule une série de recommandations visant à protéger ces derniers contre les traitements inhumains, tels que la malnutrition délibérée. Elle tente également de sensibiliser les organisations internationales d'aide humanitaire et de réforme pénale au problèmes des conditions pénitentiaires en Mongolie, et de les inciter à intervenir. ♦

Info : AMNESTY INTERNATIONAL

N.B. : pour toute information complémentaire, contactez le service de presse au : 49.23.11.11.

ITALIE

Luca Redondi face à la justice militaire

Au mois de décembre 1995, Luca Redondi passera devant le tribunal militaire de La Spezia (centre de commandement nord tyrrhénien de la marine italienne) dans l'enceinte même de la caserne Maridist.

A 9 h 30, le 16 mars dernier, avait eu lieu une procédure préliminaire envers notre camarade italien de Bergame, dans la ville portuaire de La Spezia, l'un des plus grands ports militaires italiens. C'est dans cette ville à forte population kaki (pas moins de 30 000 soldats y sont stationnés) et où sont installées les usines d'armement Oto-Melara, qu'une vingtaine de militants pacifistes se sont rassemblés pour former un piquet symbolique pendant que se déroulait l'audience. Les militaires reprochent à Luca Redondi son refus obstiné d'effectuer son service militaire. Cette manifestation de soutien s'est déroulée dans le plus grand calme et avec détermination, ce qui n'a pas empêché au bout d'une heure et demi, la police de venir procéder à un contrôle d'identité, puis de les photographier. A la fin de l'audience, le tribunal a décidé de fixer la date du procès au 14 décembre. A la sortie de Luca, son comité de soutien s'est dirigé vers le centre-ville pour diffuser un tract où étaient exposées les motivations qui l'avaient conduit à ce refus. Dans les prochaines semaines et en vue du procès à venir, le comité de soutien va contacter les collectifs et associations antimilitaristes tant italiennes qu'étrangères pour qu'ils puissent confronter leur situation respective sur l'antimilitarisme et l'objection de conscience et appeler à la solidarité internationale. D'ores et déjà, on peut contacter Luca au 19.39/584.77.849 (en soirée). ♦

Extrait d'UMANITA NOVA du 23 avril 1995

N.B. : Un dossier plus complet sera consacré à notre compagnon. le secrétariat aux Relations internationales de la FA invite les antimilitaristes à apporter leur soutien à ce militant.

Associations

LIBRE PENSÉE DU BAS-RHIN

La Libre Pensée a édité un tract-pétition (4 pages) dénonçant la censure. Pour vous le procurer (contre un timbre à 2,80 F) écrivez à : Libre Pensée 67 c/o Henri Haar, 10, rue des Planches, 67000 Strasbourg.

RÉSEAU VOLTAIRE

Le « Réseau Voltaire » s'est mis en place pour veiller à la liberté d'expression, remise en cause par les tenants de l'ordre moral. Réseau Voltaire pour la liberté d'expression, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis. Tél. : 48.09.22.10. Fax : 48.20.99.95.

SAMBRE-AVESNOIS : MARCHÉ DES CHÔMEURS

Une « marche sans frontière contre le chômage et les exclusions », organisée par AC ! Sambre-Avesnois, a démarré de Jeumont le 1^{er} mai. En voici l'itinéraire pour les lecteurs du ML : Charleroi (Belgique) le 4 mai ; Fourmies, le 5 ; Avesnes, le 6 ; Aulnoy, le 7 ; Maubeuge, le 8. Venez rencontrer les chômeurs et les exclus, à leur arrivée dans chaque ville-étape... Venez faire un bout de chemin avec eux. Denis Duval, chômeur et militant CNT, est présent au long de la marche. Pour plus de renseignements : Marie-Luce Goulard au 27.59.08.22.

PARIS : GRAND MEETING ANTI-ÉLECTORAL AVEC LUDWIG VON 88

Tu es jeune ? Sourd ? Punk ? Agriculteur bien dosé ? Corse ? Cocker nain ? Douanier ?... viens ratisser large avec le non-candidat Ludwig von 88, le vendredi 5 mai, à 18 h 30. Soutien à la cause injuste : Bouchon et Les Fils de Crao, à l'Espace Reuilly, 12, rue Hénard (métro Mongallet), 75012 Paris.

PARIS : RÉUNION-DÉBAT DE L'UNION DES ANARCHISTES

Le mardi 9 mai, à 19 h 30, l'Union des anarchistes organise une réunion-débat sur le thème : « L'Anarchosyndicalisme en 1995 ». Cette réunion a lieu au siège de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (RER Luxembourg), 75005 Paris.

POITIERS : OBJECTION DE CONSCIENCE

Le mardi 9 mai, à 20 h, salle Timbaud, Maison du Peuple, une conférence-débat sur le thème : « L'objection de conscience... Pourquoi ? Comment ? » est organisée par le Collectif Louis-Lecoin, en présence du Bureau limousin de l'objection de conscience, du Comité de coordination du service civil, d'Amnesty International et du groupe FA.

VALLÉE D'ASPE : RASSEMBLEMENT EN JUIN

La Coordination autonome des Comités Somport vous invite à participer à un rassemblement européen contre le tunnel du Somport et pour l'arrêt immédiat des travaux en vallée d'Aspe les 3, 4 et 5 juin en vallée d'Aspe. Renseignements : La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun. Tél. : 59.34.78.83.

PARIS : « LA FOLIE EN TÊTE »

Vendredi 5 mai, à 21 h, Les Indomptés (lecture-spectacle) diront des textes de Jim Morrison, avec des improvisations sur des thèmes des Doors, en compagnie de Jean-Luc Debattice (voix) et de Jean Ricco (guitare électrique).

La Folie en Tête, 33, rue de la Butte-aux-Cailles (M° Place-d'Italie), 75013 Paris. Entrée : 40 F.

LES PENSÉES PROFONDES DE GEORGE ORWELL

« Orwell anarchiste tory »

Jean-Claude Michéa - éditions Climats

AL'ENCONTRE des chantres de la sur-modernité et de la pensée chewing-gum qui envahissent des médias complaisants et dont le creux du discours n'a d'égal que la suffisance « attalienne » (1), Jean-Claude Michéa jette un pavé dans la mare avec un bref mais dense essai de 140 pages, tout à fait roboratif, *Orwell, anarchiste tory*, qui vient de paraître chez Climats, jeune maison d'édition languedocienne au catalogue de plus en plus fourni et de qualité. D'emblée, l'auteur se place sous le patronage de Simon Leys, surtout connu pour ses ouvrages décapants sur le mythe maoïste (2) mais qui a commis aussi un chef d'œuvre méconnu *Orwell ou l'horreur de la politique* (3), dans lequel il affirme : « Aujourd'hui, je ne vois pas qu'il existe un seul écrivain dont l'œuvre pourrait nous être d'un usage pratique plus urgent et plus immédiat ». Et pourtant, malgré le succès planétaire de 1984 et de *La Ferme des animaux*, la pensée d'Orwell nous reste largement méconnue, car il l'a le plus développée dans les quatre volumes de ses *Collected Essays*, qui ne sont toujours pas disponibles en français, le réduisant ainsi au rang d'« auteur pour classes terminales » (4).

L'un des axes majeurs de la philosophie politique d'Orwell, c'est sa « perception du rôle joué par le langage dans l'institution d'une société totalitaire ». L'autonomie de la pensée chez l'individu, à cause du sens des mots qui dans le langage courant peut être pluriel, va être réduite à néant par l'usage total de la « novlangue » : moyen d'expression basé sur un sens des mots à connotation unique et purement fonctionnelle, véritable révolution linguistique qui va permettre de trancher le dernier lien avec le passé. « Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera rigoureusement délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées... La révolution sera complète quand le langage sera parfait » (5). En novlangue, il n'existe qu'une bonne réponse, une seule solution. Le parallèle est bien sûr évident avec la langue de bois qui, comme le rappelle Michéa, est « la langue de ceux chez qui la volonté de pouvoir est la plus totale. C'est dans le discours officiel des régimes communistes qu'on trouvera la réalisation parfaite d'une rhétorique où la pensée est comme absente d'elle-même » (6). La novlangue, en remodelant la conscience humaine, va ainsi faire de l'individu un « homme nouveau », gage de la pérennité du système totalitaire. A cette

« perte totale du sens des nuances... cette véritable anesthésie du sens des réalités », Orwell oppose un « solide sens des limites, garde-fou du penseur qui ne peut trouver ses conditions d'existence que dans la sensibilité morale, la *common decency*, c'est-à-dire ce sens commun qui nous avertit qu'il y a des choses qui ne se font pas. « Cette *common decency*, ce sont les "dispositions" éthiques engendrées par la condition ouvrière telle que la loyauté, l'absence de calcul, la générosité, la haine des privilèges » (7).

Prenant ainsi la défense de l'homme ordinaire, Orwell stigmatise par contre le comportement de l'intelligentsia révolutionnaire qui a tendance « à ne trouver l'égite que l'Etat où [ses] idées sont au pouvoir ». Pour Michéa, la révolte de l'intellectuel « n'a nullement pour ressort la *common decency* des prolétaires. Sa haine de l'ordre établi se nourrit essentiellement de la contradiction entre la conscience qu'il a de ses propres capacités et l'indifférence que la société capitaliste lui manifeste pratiquement... Les mouvements spontanés d'une classe ouvrière se dressant contre l'ordre industriel au nom de la plus élémentaire justice vont ainsi être récupérés par des intellectuels auto-baptisés "révolutionnaires professionnels" qui vont trouver dans le "Parti" une

forme historique [leur] permettant d'accumuler du pouvoir en utilisant la classe ouvrière comme tremplin ». (8)

Face à cette dérive, c'est à juste titre qu'Orwell se qualifie d'anarchiste tory (9) : à savoir que la modernité n'est pas une fin en soi, mais qu'« il convient au contraire de la considérer dans sa complexité contingente, et d'en démêler les lignes de force et les articulations, afin de distinguer, autant qu'il est possible, ce qui en elle émancipe les hommes et ce qui les aliène » (et donc, par contrecoup, ce qui dans l'héritage du passé peut ou doit être préservé).

Notes

- (1) Dans une note de la page 81, Michéa rappelle que « l'année 1994 a vu la disparition de trois figures majeures de la pensée critique contemporaine : Jacques Ellul, Christopher Lasch et Guy Debord. Le lecteur "informé" a-t-il le sentiment d'en savoir autant à leur sujet qu'il est censé en apprendre tous les jours sur un Foucault ou un Bourdieu ? »
- (2) Une fois de plus les « critiques patentés » auront rempli leur rôle qui est de ne pas parler des gens qui ont effectivement quelque chose à dire.
- (3) Les habits neufs du président Mao, Champ Libre, 1971. Ombres chinoises, Union générale d'édition, collection 10-18, 1974. Images brisées, éditions Robert Laffont, 1976.
- (4) Editions L'Hermann, 1984.
- (5) Ainsi qu'était catalogué Camus, avec lequel la parenté est assez évidente, du temps de la mode sartrienne triomphante ; Sartre qu'Orwell tenait pour « un sac de vent ».
- (6) 1984, p. 79-80, éditions Folio.
- (7) On trouve également des analogies avec le langage

Il s'agit tout simplement d'en revenir à l'essentiel : « Si quel qu'un commençait par se demander qu'est-ce que l'homme ? Quels sont ses besoins ? Quelle est pour lui la meilleure façon de se réaliser ?... L'homme a besoin de chaleur, de loisir, de confort et de sécurité ; il a aussi besoin de solitude, d'un travail créateur et du sens du merveilleux. S'il reconnaissait cela, il pourrait utiliser les produits de la science et de l'industrie en fondant toujours ses choix sur ce même critère : est-ce que cela me rend plus humain ou moins humain ? » (10)

En renvoyant dos-à-dos les adeptes du processus de modernisation continue que sont aussi bien la gauche progressiste que les tenants de l'ordre capitaliste, Orwell s'est donc trouvé doublement rejeté car « Ce que l'époque n'admet pas, c'est que l'on puisse être à la fois un ennemi décidé de l'oppression totalitaire, un homme qui veut changer la vie sans pour autant faire du passé table rase, et par dessus tout un ami fidèle des travailleurs et des humbles ».

Vous avez dit « morale » ? ♦

JEAN-JACQUES GANDINI

administratif nazi : voir *Eichman à Jérusalem : rapport sur la banalité du mal*, d'Hannah Arendt, Gallimard, 1966.

(7) *Collected Essays*, tome 1, p. 371, Penguin, 1970.

(8) Voir à ce sujet l'analyse développée au début du siècle par Makhavsky sur *Le socialisme des intellectuels*, publié au Seuil, en 1979, avec une importante préface d'Alexandre Skirda.

(9) C'est ainsi qu'il définit Swift dont il revendique la filiation.

(10) *Collected Essays*, tome 4, p. 105-106. Orwell peut ainsi être considéré comme un des précurseurs de la critique écologiste : « Que deviendra notre niveau de vie après 50 ans d'érosion du sol et de gaspillages des ressources énergétiques de la planète ? » (CE, tome 4, p. 504).

Dans le même ordre de pensée, le lecteur est convié à s'intéresser aux thèses de l'anarchiste américain Murray Bookchin, père de l'« écologie sociale » : voir notamment *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?* (1989) et *Une société à refaire* (1992), parus à l'Atelier de création libertaire, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01.

Ciné sélection

Reviens Léos, reviens !

« Celui qui n'est pas en mesure d'expliquer son passé est condamné à le revivre. »

Proverbe indien

Devant la vacuité et la mollesse de ce début d'année 95, nul ne s'étonnera de l'attribution de l'Ours d'or berlinois au dernier film de Bertrand Tavernier. Plus grave, il est en passe, avec Claude Sautet et Claude Lelouch, de faire figure de réel artiste. La raison est simple à dénicher : devant le désert culturel ambiant, le cinéma français ne laisse plus que peu de place à de réels talents — mais qu'est devenu Léos Carax ?

Grand admirateur du cinéma dit « classique » américain, Bertrand Tavernier a choisi comme titre *L'Appât* pour sa dernière production. Titre très hollywoodien, en référence au *Naked Spur* d'Anthony Mann (1953), ce petit film défraie la chronique et semble réveiller les morts.

L'Appât n'arrive pas au hasard. Il fait suite à des questions que se posent ce faiseur d'images. Rappelons-nous son documentaire sur les soldats de l'Algérie, puis sur la police qu'on empêche de travailler. Cet ourson d'or en est la suite logique.

Interroger la jeunesse au travers d'un stupide et sanguinaire fait divers, voilà un bon et juteux sujet pour un film grand public. Trop même.

Encensé par l'ami-critique d'un quotidien balladurien, cette chronique des années 90 est une sale

aventure des années 80, dont Morgan Sportes avait tiré un livre-enquête.

Dans une société déstructurée, une jeune fille et deux garçons sont piégés par les leurres d'un système où le dieu argent règne sans partage. Ils rêvent de réussite sociale, de dollars et d'Amérique. Naturellement, pour arriver dans cette impasse, notre trio, abreuvé de mauvaises vidéos américaines (*Scarface* de Brian de Palma) n'est pas étouffé par les scrupules. Leurs victimes aux noms choisis (certains critiques hostiles au cinéma de Bertrand Tavernier s'y sont retrouvés...) sont rabattus par la jeune et jolie lolita Marie Gillain. Deux morts atroces plus tard, ces beaux rêves finiront évidemment chez de bons policiers. Tragique trajectoire, mais le traitement évacue le tragique. Son principe banal repose sur l'attraction-répulsion. Pendant une partie du film, Bertrand Tavernier est attiré par cette jeunesse à la chair fraîche et à la naïveté intacte. Mais dès que le sang jaillit, il les repousse vers d'autres géoliers. L'attraction-répulsion fonctionne aussi pour la mise en scène de la violence. Afin de se démarquer d'un cinéma américain contemporain qu'il vomit, Bertrand Tavernier laisse une fois la liberté au spectateur :

seule la bande son doit nous convaincre de la sale besogne qui se passe derrière une porte. Hélas, deux phrases de lourd dialogue plus tard, il nous montre le carnage. Le tout est bizarrement baigné dans un certain antisémitisme...

Le film a bien quelques menues qualités (les acteurs peut-être), mais elles sont gâchées par les semelles de plomb de la mise en scène. En fait, rien n'est nouveau, mais le plus grave reste à venir. Bertrand Tavernier s'est répandu en interviews dans tous les médias ; il y parle de morale et d'irresponsabilité. *L'Appât*, leçon de morale ?

La seule leçon du film est simple : Bertrand Tavernier ne comprend plus grand chose à la jeunesse. Aussi le film se résumera au dernier plan : intérieur d'un commissariat, la jeune fille avoue les crimes, puis naïvement demande si elle est libérée, mais doit baisser les yeux face à l'ordre policier. Simplicité, efficacité et semelles de plomb. Après de nombreuses années de laxisme, la figure du père est de retour. Dans un académisme besogneux qui sent bon les années 50, Bertrand Tavernier signe ici le plus réactionnaire de ses films. ♦

SALIM
(« Fondu au Noir »)

Chronique d'une mort annoncée

ET VOILÀ, c'est fait : le Tribunal de Grande instance de Lille a prononcé la liquidation judiciaire des huit centres de planification que comptait le département. Dans le dernier bras de fer qui a opposé le Planning familial du Nord et le Conseil général, le conseil d'administration du premier n'a pas cédé au second et a préféré la fermeture plutôt que le fonctionnement au rabais et la mort à petit feu que voulait leur imposer l'instance départementale.

En clair, tout cela signifie : la dissolution de l'association, dix-huit licenciements (plus les six opérés au début de l'année), le matériel de valeur saisi et le reste mis aux enchères à la salle des ventes dès le mois de mai... 30 ans d'actions, de luttes, de suivi quotidien des femmes, piétinés, réduits à néant. Ça signifie aussi l'exclusion des déjà exclues : les mineures, les émigrées

sans couverture sociale, les sans-papier, les sans-ressource... Comme si, inexorablement, les femmes devaient être condamnées à la double peine.

Et Donnay, président du Conseil général, de reprendre son cheval de bataille : « *C'est à cause de leur gestion frauduleuse que les centres de planification ferment aujourd'hui, et de toute façon il existe d'autres centres de planification, à même de prendre le relais du Planning.* » Comment accepter d'entendre ce genre d'arguments, quand on sait combien les politiques réactionnaires et les valeurs en pointe d'un ordre moral bien vivace visent à remettre systématiquement en question les droits acquis par les femmes dans les années 70. Quand, dans la campagne présidentielle, le déremboursement de l'IVG, voire la suppression du droit deviennent un argument électoral, de même que l'instauration d'un

vote familial (possibilité de cumuler le vote pour le chef de famille en fonction du nombre d'enfants), et d'un salaire de la mère au foyer ou de l'extension du salaire parental dès le premier enfant... J'en passe. Et Donnay voudrait nous faire croire que la fermeture du Planning n'est pas un acte éminemment politique au service d'une idéologie phallosociale et patriarcale ?

Donnay prétend également que les centres de protection maternelle et infantile et les hôpitaux sont à même de reprendre les missions du Planning. Et comment explique-t-il que 45% des consultations de planification du département (soit 25 000 personnes par an) s'adressaient au Planning ? Vouloir mêler les femmes victimes de grossesses non désirées aux vagissements des bébés venus pour le rappel du vaccin, c'est faire preuve d'une grandeur d'âme peu commune. On n'en attendait pas moins de lui.

Dans les projets de Donnay, il y a aussi sans doute la volonté de confier une partie des budgets initialement prévus pour le Planning à des associations telles que « Couple et Famille » ou le CLERC, plus en phase avec l'état d'esprit du Conseil général. Le nom de la première est assez évocateur et les pratiques de leurs membres au cours des entretiens pré-IVG ne viennent pas démentir la première impression. En dignes héritières des dames patronnesses, les bourgeoises bon teint qui y sévissent n'ont pas de scrupule à culpabiliser les femmes qui pensent avoir recours à un avortement, avant de leur faire miroiter la manne des aides financières dont elles profiteront si elles mènent à terme leur grossesse. Cette association, qui a un local à Lille et qui intervient déjà dans plusieurs villes du département, est en train de s'implanter solidement dans la région. La disparition du Planning et un petit coup de pouce du Conseil général viennent à point.

Quant au CLERC, organisme catho, il affiche très clairement son opposition à l'avortement. Ses adeptes se sont vus néanmoins confier la conduite d'entretiens pré-IVG à Cambrai, notamment, et eux aussi vont profiter à coup sûr de la fermeture du Planning et de l'idéologie qui préside au Conseil général.

Ainsi, l'accès au droit à l'avortement va se dégrader rapidement dans le Nord. Au Centre hospitalier régional, la situation n'était déjà pas très brillante. En effet, le CHR de Lille est montré comme un exemple au niveau national pour sa gestion saine. Dans la réalité du service d'IVG qu'il abrite, cela se traduit notamment par le fait qu'à plusieurs reprises des femmes qui ne

pouvaient payer leur avortement à l'avance y ont été refusées. Quand on connaît les restrictions d'accès à l'avortement dues aux délais, on voit tout de suite comment de tels comportements de l'administration médicale se traduisent en terme d'accès au droit à l'avortement. Peu d'infirmières employées dans ce service réagissent à de telles pratiques, et sont bien loin de toute réaction. En effet, nombre d'entre

« ...l'accès au droit à l'avortement va se dégrader rapidement dans le Nord. »

elles se sont retrouvées dans ce service à contre cœur, certaines allant jusqu'à se demander comment expliquer leur métier en public, tant leur tâche leur semblait honteuse ! Ce genre d'attitudes, loin du spectacle des actions commandos, qui se multiplient actuellement (période électorale oblige), est bien aussi alarmant et témoigne tout autant de cet ordre moral omniprésent et de la démobilitation générale des femmes sur le terrain de leurs droits.

Malheureusement, serait-on tenté de dire, le Nord n'est pas une exception et les conditions d'accès à l'avortement se dégradent partout. Comme le rappelle un récent communiqué de presse édité par l'Association nationale des centres d'interruption volontaire de grossesse (ANCIG), la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC) et le Mouvement français pour le Planning familial (MFPF), le fonctionnement des centres d'IVG dans les hôpitaux est de plus en plus précaire : fermeture du centre à Nevers, réduction des postes (50% à Grenoble et Chambéry...). Au même moment,

nous assistons à la reconnaissance d'utilité publique par le Conseil d'Etat de la Fondation Jérôme-Lejeune, qui, sous couvert de recherche génétique contre les handicaps mentaux, vise en réalité à collecter des fonds et à disposer d'avantages fiscaux aux bénéfices des commandos anti-avortement. Le conseil d'administration de cette fondation compte d'ailleurs du beau linge. On y retrouve Lucien Israël (président des comités de soutien au vicomte Philippe de Villiers), le député Hervé Gaymard (conseiller de campagne de Jacques Chirac) ou encore un représentant du Saint Siège (cf. communiqué du réseau Voltaire daté du 10 avril).

Pour en revenir à Lille où va se dérouler très symboliquement le congrès national du Mouvement français pour le Planning familial les 19 et 20 mai prochains, le moment n'est pas à la résignation. Un comité de vigilance pour les droits des femmes va être mis en place (remis en place plus exactement, car il existait déjà sous forme de Coordination régionale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CRADAC), avant de trouver, pour les ex-salarié(e)s de l'ex-Planning et tous ceux et celles qui s'y reconnaissent, d'autres espaces, d'autres lieux pour faire entendre leur message et faire valoir leur expérience. Les militantes du Planning et du collectif de soutien ne sont certes pas résignées au silence et à l'oubli. Rien n'est jamais acquis... aux femmes, on l'avait déjà deviné. Tout est toujours à refaire et nous, militantes et militants pour le droit des femmes, nous serons toujours une épine dans le pied des beaufs, des intégristes et des réacs de tout poil. A bon entendeur, salut ! ♦

THERÈSE
(gr. Humeurs Noires - Lille)

PARIS

Situation bloquée pour les six pères d'enfants français en grève de la faim

Dans le ML n° 997 nous évoquions la grève de la faim débutée au Foyer de la Mission populaire, 17, rue de l'Avre (M° Motte-Piquet-Grenelle), dans le 15e arrondissement, le 11 avril, par six pères d'enfants français, réclamant au nom des 500 parents d'enfants français regroupés dans l'association « Plein droit » la régularisation de leur situation administrative. Sans allocation familiale, sans Sécurité sociale et sans titre de séjour, il leur est devenu impossible de survivre.

Au 28 avril, alors qu'ils en étaient à leur dix-huitième jour de grève, une délégation du collectif de soutien, qui avait sollicité un entretien auprès du Premier ministre, s'est vue opposer une fin de non recevoir.

Cette question illustre, une fois de plus, les conséquences intolérables des lois Pasqua, fabriquant des clandestins parmi les résidents étrangers ayant pourtant des attaches profondes en France.

Dix-sept associations, regroupées dans la Coordination française pour le droit de vivre en famille, soutiennent ces six pères. Pour tout contact, pour tout soutien, pour suivre l'évolution de la situation... téléphonez au 45.79.81.49. ♦

Info : FÉDÉRATION de PARIS du MRAP

« Mots et Musiques »,
le théâtre du Tourtour et Radio Libertaire (89.4)
présentent
CLAIRE
lundi 8 mai - 20 h 30
au théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix 75004 Paris
Entrée : 60 et 80 F. Réservations au : 43.84.70.04

RÉFLEX - NO PASARAN
« Fête du bruit !... contre les fachos,
les exclusions, l'ennui, la violence... »
SAMEDI 6 MAI - 14 h - place Leclerc - ANGERS
Réflex - No Pasaran c/o MAMA, 160, avenue Pasteur, 49100 Angers

SOMMAIRE

Page 1 : Les luttes sociales donnent de la voix ! (suite p. 3). Souscription pour un local RL/ML.
Page 2 : Agir tous les jours contre le racisme et le fascisme, c'est aussi s'informer.
Page 3 : Les luttes sociales donnent de la voix ! (suite de la « une »), A la petite semaine : Josrac ou Chipin ?, Il faut régulariser les déerteurs de l'ex-Yougoslavie !
Page 4 : Mobilisation contre le centre de Lille-Lesquin? Une drôle de police au Mans, Rendez-vous.
Page 5 : Nouvelles du front : Pour l'arrêt des poursuites contre les

insoumis basques, Extrait de la plate-forme de Patxa.
Page 6 : En prévision de la rencontre de Pékin : Femmes : une égalité de droit, Les détenus meurent de faim en Mongolie, Luca Redondi face à la justice militaire en Italie, Associations.
Page 7 : Orwell anarchiste tory de Jean-Claude Michéa, Ciné sélection : Reviens Léos, reviens !
Page 8 : Planning familial du Nord : chronique d'une mort annoncée, Situation bloquée pour les six pères d'enfants français en grève de la faim.